

serait de suite, à elle seule, aussi forte que toutes les institutions financières, établies en Canada.

Avec de telles ressources c'est alors que l'Etat pourra créer des écoles militaires à l'instar des écoles polytechnique et de St. Cyr; des écoles spéciales d'ingénieurs civils, de marine, de commerce, d'agriculture, alors le pays grandira, le bien-être apporté par cette abondance de capitaux régnant dans tout son éclat fera de notre nationalité nouvelle une patrie grande et forte. La religion gagnera un nouveau prestige à ce progrès de l'intelligence qu'elle encouragera par son exemple et par son instruction.

Et nous pourrons répéter avec l'Hon. Proc. Gén. J. A. McDonald ces paroles qui nous ont servi de guide dans notre travail :

" Il doit sembler au peuple de ce pays, que si nous voulons devenir une grande nation, si nous voulons former une grande nationalité—quelque malsonnant qu'ait pu paraître ce mot aux oreilles de certains députés—une nationalité qui commande le respect au dehors et puisse défendre ces institutions, dont nous sommes si orgueilleux; si nous voulons n'avoir qu'une forme de gouvernement, et fonder une union commerciale et une réciprocité absolue d'échanges entre cinq colonies déjà unies par une communauté d'origine de souveraineté, d'allégeance et presque de sang et d'extraction; si nous voulons nous mettre en état de nous accorder les uns aux autres, les secours d'une défense mutuelle, contre les agressions de l'étranger.—Le seul moyen d'arriver à ce magnifique résultat est de soumettre à une organisation uniforme les diverses Provinces de l'Amérique Britannique du Nord."

Elles sont grandes et nobles ces pensées qui ont inspiré l'hon. ministre J. A. McDonald, et tout homme de cœur saura les comprendre et en apprécier la portée, il faut l'espérer.

L'opposition reconnaîtra sans doute l'esprit de patriotisme et de dévouement qui anime les hommes d'Etat placés à la tête du gouvernement actuel, et au lieu d'exciter le peuple à repousser ces vœux qui sont ceux de l'Angleterre et de

la grande majorité des hommes les plus marquants des deux Canadas, la presse encouragera dans cette voie les citoyens qui ne sont pas encore assez éclairés pour en comprendre la portée et les bienfaits; elle ramènera dans le sentier de la raison et de la justice ceux dont on regrette si vivement de voir la haute intelligence, le talent supérieur, et les vertus civiques faire fausse route, et mettre obstacle au bonheur de la patrie par haine ou jalousie des hommes au pouvoir.

Il n'est pas un pays au monde où le journalisme pourrait remplir une mission plus grande et plus noble qu'au Canada.

Si, mettant de côté toute lutte de partis, toute jalousie, toute personnalité; si, laissant dominer seules la raison et la justice dans leurs écrits; si, conciliant tous les intérêts et toutes les opinions divergentes, pour ne défendre que la patrie en danger, la presse remplissait le rôle d'intermédiaire entre les oppositions qui divisent non les idées et les principes, mais les hommes entre eux, et leur fit comprendre que l'intérêt général, doit s'effacer devant l'intérêt privé, alors nous pourrions compter sur la prospérité de ces provinces destinées à devenir par leur union l'une des puissances les plus importantes de l'Amérique Britannique du Nord!

Ce sont nos vœux bien sincères, et nous croyons fermement qu'ils seront comblés!

Et si dans les pages qui précèdent nous avons écrit quelque chose qui puisse froisser quelques susceptibilités; si nous avons attaqué les opinions de quelques hommes pour lesquels, du reste, nous professons la plus grande estime, et, disons-le, pour quelques-uns du moins la plus sincère et la plus véritable amitié, nous avons l'espoir que nous serons compris comme nous désirons l'être, et qu'on ne verra dans notre travail que l'idée dominante qui nous a dirigé: le bonheur et la prospérité du Canada.

JULES FOURNIER.